

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1) PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCONOMIE

1. La superficie terrestre de la Turquie (lacs non compris) est de 769 604 kilomètres carrés (35 pour cent de terres arables); le pays compte 68 millions d'habitants dont 65 pour cent vivent dans des zones urbaines. Les villes les plus peuplées sont Istanbul (environ 10 millions d'habitants) et la capitale, Ankara (plus de 4 millions d'habitants); le taux de croissance démographique était de 1,6 pour cent en 2001 (contre 1,8 pour cent en 1997). Quelque 4 millions de Turcs vivent à l'étranger, dont plus de la moitié en Europe. La population est jeune: 30 pour cent environ ont moins de 14 ans. En 2002, la Turquie se classait au 17^{ème} rang des pays industriels du monde et au 85^{ème} rang (sur 173 pays) sur l'échelle des indicateurs de développement humain.¹

2. La Turquie est un pays à revenu moyen, dont le PNB par habitant était de 2 584 dollars EU en 2002; c'est une des principales économies émergentes du monde.² Sa situation géographique, à la croisée de l'Europe et de l'Asie, avec des côtes sur la Méditerranée, la mer Egée et la mer Noire, est très favorable.³ Les services représentent environ 65 pour cent du PIB réel. Les principales activités de service sont le tourisme (qui apporte d'importantes recettes en devises) et les services financiers. L'industrie manufacturière représente environ un cinquième du PIB réel et fournit 80 pour cent de la valeur totale des exportations de marchandises. Bien que sa part dans le PIB réel ait tendance à diminuer (elle est d'environ 12 pour cent), l'agriculture reste une activité importante; elle emploie plus de 34 pour cent de la population. Les industries extractives et l'énergie sont des activités en plein essor; la Turquie est un des pays du monde dont le marché de l'énergie croît le plus vite.

3. Le taux de change de la livre turque est déterminé par les forces du marché; la Turquie a accepté les obligations découlant de l'article VIII des Statuts du FMI le 22 mars 1990. Le 22 février 2001, elle a abandonné un régime de parité glissante au profit d'un régime de taux de change flottant; cela a entraîné une dépréciation immédiate de la livre turque.⁴ L'endettement extérieur a été une des grandes causes de la vulnérabilité de son économie. De plus, celle-ci est pénalisée par un taux d'inflation très élevé qui aggrave l'inégalité des revenus et fausse l'horizon de planification des investisseurs et des épargnants.⁵ En conséquence, la Turquie est dans une situation de précarité constante qui décourage l'investissement intérieur et étranger. Son taux de croissance est devenu de plus en plus volatil: il y a eu de brutales récessions en 1999 et en 2001, avec une contraction du PNB réel de 6,1 pour cent et de 9,5 pour cent respectivement (tableau I.1).

¹ Banque mondiale (2002).

² Banque mondiale (2002).

³ La Turquie a des frontières avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Géorgie, la Grèce, l'Iran, l'Iraq et la Syrie.

⁴ Entre le 22 et le 28 février 2001, la livre turque a perdu 32,2 pour cent de sa valeur par rapport au dollar EU.

⁵ Les coûts liés à l'inflation sont décrits dans OMC (1998).

Tableau I.1
Principaux indicateurs économiques, 1998-2002

	1998	1999	2000	2001	2002
Divers					
PNB (milliards de dollars EU)	206,6	185,3	200,0	145,7	179,9
PIB (milliards de dollars EU)	201,6	183,2	198,4	147,3	181,6
PNB par habitant (dollars EU)	3 255	2 879	2 965	2 123	2 584
Croissance du PNB réel (pourcentage de variation annuelle)	3,9	-6,1	6,3	-9,5	7,8
Croissance du PIB réel (pourcentage de variation annuelle)	3,1	-4,7	7,4	-7,5	7,8
Taux de chômage (pourcentage)	6,3	7,7	6,6	8,4	10,3
Indice des prix à la consommation (en fin de période; pourcentage de variation)	69,7	68,8	39,0	68,5	29,7
Indice du taux de change effectif réel (1995=100) ^a	120,9	127,3	147,6	116,3	125,4
Taux de change (milliers de livres turques pour 1 dollar EU; en fin de période)	314,5	541,4	673,4	1 450,1	1 643,7
Taux d'escompte (pour cent)	67,0	60,0	60,0	60,0	55,0
Secteur monétaire (pourcentage de variation en fin d'année)					
Masse monétaire (M2)	101,9	96,1	42,5	48,0	31,0
Ventilation du PIB réel (en pourcentage)					
Agriculture	16,9	14,6	13,6	11,4	11,7
Industrie	21,4	21,9	22,5	24,2	24,1
- Manufacturière	18,0	17,9	18,5	19,3	19,1
Services	61,7	63,5	63,8	64,4	64,3
Finances publiques (en pourcentage du PNB)					
Solde primaire	..	-0,2	2,7	5,5	3,9
Comptabilité nationale (en pourcentage du PNB)					
Consommation privée	67,5	67,4	69,7	68,3	66,4
Consommation publique	12,4	14,2	13,7	13,5	14,0
Formation de capital fixe privée	18,0	15,1	16,0	11,9	11,0
Formation de capital fixe publique	6,0	5,4	5,8	5,3	5,7
Exportations de biens et de services non facteurs	24,3	23,2	24,0	33,7	28,8
Importations de biens et de services non facteurs	27,9	26,9	31,5	31,3	30,5
Pour mémoire					
Solde des opérations courantes (en pourcentage du PNB)	1,0	-0,7	-4,9	2,4	-0,8
Dette extérieure brute (en pourcentage du PNB)	48,7	55,0	59,5	80,0	68,1
Réserves officielles brutes (en milliards de dollars EU)	20,7	24,2	23,2	19,8	28,1
Réserves officielles brutes (en mois d'importations totales)	5,4	7,1	5,1	5,8	6,6
Taux de couverture (ratio exportations/importations)	58,7	65,4	51,0	75,7	69,8
Commerce des biens et des services (en pourcentage du PNB)	55,3	51,8	57,3	66,9	60,4
Termes de l'échange (pourcentage de variation)	0,0	-1,3	-8,5	-2,3	-0,6

.. Non disponible.

a L'indice du taux de change effectif réel fondé sur l'IPC emploie les coefficients de pondération calculés par le FMI pour 19 pays: Allemagne, États-Unis, Italie, France, Royaume-Uni, Japon, Pays-Bas, Belgique, Suisse, Autriche, Espagne, Canada, République de Corée, Suède, Taipei chinois, Iran, Brésil, Chine et Grèce. Une hausse de l'indice indique une appréciation de la livre turque en termes réels.

Source: FMI, *Statistiques financières internationales*, diverses parutions; et renseignements communiqués par les autorités turques.

4. La Turquie est en train de mettre en œuvre un ambitieux programme de réforme économique appuyé par un accord de confirmation avec le FMI pour 2002-2004⁶ et par la Stratégie d'aide-pays (CAS) de la Banque mondiale pour 2001-2003.⁷ Ce programme vise notamment à stabiliser l'économie et en particulier à maîtriser l'inflation et à remédier à certains des problèmes structurels très profonds qui se sont accumulés au cours des dernières décennies: des activités très importantes, comme la production de tabac et de sucre, les transports, l'énergie et les télécommunications, sont toujours dominées par des entreprises publiques; les flux d'investissement étranger direct (IED) sont négligeables⁸; le secteur bancaire est fragile et le crédit aux entreprises privées est très faible⁹; enfin, la dette publique est très lourde et le déficit des opérations courantes est considérable. Le programme de réforme vise aussi à faciliter l'accession à l'UE, qui est un des grands objectifs de la Turquie.

2) ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE

5. Depuis le précédent examen de sa politique commerciale, la Turquie a pris plusieurs mesures pour stabiliser son économie. Lors du précédent examen, l'économie se remettait après la brutale récession de 1994 et le taux de croissance annuel du PNB a atteint 7 à 8 pour cent les trois années suivantes. Toutefois, l'importance du déséquilibre budgétaire et la persistance d'une forte inflation ont compromis la durabilité à moyen terme de ce redressement.¹⁰ Depuis, la Turquie a adopté quatre programmes de stabilisation. Le premier était un programme triennal lancé en juillet 1998 dont le but principal était de maîtriser l'inflation des prix de gros, dont le taux dépassait 90 pour cent à la fin de 1997, pour le ramener à 50 pour cent à la fin de 1998, 20 pour cent à la fin de 1999 et moins de 10 pour cent à la fin de 2000.¹¹ Les principaux axes de ce programme étaient les suivants: i) obtenir une augmentation de l'excédent primaire du budget de l'État qui ne disparaisse pas durant le processus de désinflation; ii) agir sur les variables clés, telles que les salaires du secteur public et les prix de soutien des produits agricoles, de façon que leur évolution soit conforme à l'objectif d'inflation; iii) mettre en œuvre une politique monétaire appropriée et étroitement coordonnée; iv) mettre en œuvre des réformes structurelles visant à assainir progressivement les finances publiques; et

⁶ Le montant total des fonds auxquels la Turquie a accès dans ce cadre est de 12,8 milliards de DTS, ce qui équivaut à quelque 16 milliards de dollars EU. Elle a déjà tiré environ 10,8 milliards de DTS. Elle a conclu 18 accords de confirmation avec le FMI depuis 1961. FMI (2003).

⁷ La CAS prévoit le prêt à la Turquie d'un montant pouvant atteindre 6,2 milliards de dollars EU pour les exercices 2001 à 2003. Jusqu'à présent, la Banque mondiale a engagé 4,5 milliards de dollars EU et, durant l'exercice 2001/02, les décaissements ont atteint 2,5 milliards de dollars EU. FMI (2003).

⁸ La moyenne des flux d'IED sur la période 1998-2001 était de 0,6 pour cent du PNB, ce qui est négligeable comparé à ce qu'attirent les autres grands pays émergents (FMI, 2002).

⁹ On estime que le crédit bancaire aux entreprises privées représente 25 pour cent du PNB, ce qui correspond au quart de la moyenne des pays de l'UE. FMI (2002).

¹⁰ OMC (1998).

¹¹ Le taux moyen d'inflation annuel a été de 20 pour cent dans les années 70, de 35 à 40 pour cent au début des années 80, de 60 à 65 pour cent à la fin des années 80 et au début des années 90 et d'environ 90 pour cent avant le lancement du programme de désinflation de décembre 1999 (OCDE, 2002b).

v) accélérer la privatisation afin de réduire les besoins d'emprunt intérieur et d'accroître la productivité.¹²

6. Malgré une certaine baisse du taux d'inflation, la Turquie n'a pas réussi à mener à bien certaines des réformes structurelles essentielles prévues par le programme de 1998: i) approbation d'un cadre réglementaire pour faciliter la privatisation des télécommunications et de l'électricité; ii) mise en œuvre d'une réforme de la sécurité sociale consistant à repousser l'âge minimum du départ à la retraite et à accroître la durée minimale de contribution requise pour obtenir une retraite à taux plein; iii) privatisation; et iv) adoption d'un projet de loi sur la réforme du secteur bancaire instituant un organe de régulation indépendant et définition de mesures pour consolider les banques. La lenteur de la mise en œuvre des réformes structurelles a dégradé la situation économique, si bien que ce programme n'était plus viable. Le moratoire déclaré par la Fédération de Russie durant l'été de 1998, la détérioration du solde budgétaire due à l'approche des élections législatives d'avril 1999 et les deux séismes dévastateurs d'août et de novembre 1999 ont encore aggravé la situation.

7. En décembre 1999, la Turquie a lancé un nouveau programme de stabilisation triennal appuyé par une ligne de crédit de 4 milliards de dollars EU du FMI, fondé sur un objectif de taux de change en tant que moyen de maîtriser l'inflation et sur une politique monétaire rigoureuse. Ce programme prévoyait en outre une série de mesures concernant les dépenses de l'État et des critères de solde budgétaire primaire (hors paiement des intérêts). Les réformes structurelles envisagées étaient les suivantes: i) remédier aux distorsions accumulées dans l'agriculture en éliminant progressivement les mesures de soutien indirect sur une période de deux à trois ans et en les remplaçant par un soutien direct des revenus; ii) poursuivre la réforme de la sécurité sociale en prenant de nouvelles mesures administratives pour élargir la couverture sociale et en adoptant un cadre juridique facilitant le développement des caisses de retraite privées; et iii) privatisation des entreprises opérant dans deux sous-secteurs essentiels, les télécommunications et l'énergie.¹³

8. En 2000, l'économie a rebondi (le PNB réel a augmenté de 6,3 pour cent) et les taux d'intérêt ont chuté plus vite que prévu; cette baisse des taux d'intérêt et le regain de confiance des investisseurs ont entraîné une forte hausse de la bourse. Toutefois, l'inflation s'est révélée plus tenace qu'on ne le pensait et la livre s'est appréciée de 15,7 pour cent en termes réels, ce qui a creusé le déficit des opérations courantes, qui a atteint 4,9 pour cent du PNB. De plus, les capitaux extérieurs requis pour financer la réforme structurelle ont cessé d'affluer, ce qui a fait douter de la poursuite du programme et de la viabilité du compte courant. Cela a provoqué un arrêt brutal de la baisse des taux d'intérêt nominaux et une crise financière en novembre 2000. Le programme triennal de stabilisation fondé sur un objectif de taux de change s'est effondré 14 mois seulement après son lancement et la parité glissante a été remplacée par un régime de taux de change flottant le 22 février 2001. Cela a entraîné de brutales fluctuations des taux d'intérêt nominaux et du taux de change, qui se sont répercutées sur toutes les activités économiques.¹⁴

9. En mai 2001 a été lancé un programme de transition pour consolider l'économie, fondé sur la même stratégie de désinflation. Outre la lutte contre l'inflation, ce programme prévoyait notamment: i) une restructuration en profondeur du secteur bancaire et notamment une restructuration financière et

¹² À la demande des autorités turques, le FMI a mis en place un processus d'examen trimestriel pour appuyer le programme, avec l'annonce d'objectifs à court terme afin d'encadrer la mise en œuvre d'un éventail de politiques macro-économiques et structurelles (FMI, 2002).

¹³ FMI (2003).

¹⁴ OCDE (2002).

opérationnelle des banques à capitaux publics dans le but de les privatiser; ii) le maintien d'un régime de taux de change flottant pour limiter la vulnérabilité face aux chocs monétaires; iii) de nouvelles mesures de rigueur budgétaire visant à faire baisser le taux d'inflation et les taux d'intérêt et à réduire le surendettement de l'État; et iv) la promotion du rôle du secteur privé. Alors que ce programme commençait à produire quelques résultats positifs, les attentats du 11 septembre aux États-Unis ont entraîné une brutale récession. Le PNB de la Turquie a subi sa plus forte contraction depuis les années 40 (-9,5 pour cent), avec une aggravation de l'inflation et du chômage.¹⁵

10. En réponse à la crise économique de 2001, le gouvernement a élaboré un nouveau programme de réforme pour la période 2002-2004. Les principaux éléments de ce programme sont les suivants: i) maintien du régime de taux de change flottant; ii) remplacement d'un objectif de restriction de la croissance de la masse monétaire par un objectif officiel de taux d'inflation; iii) poursuite de l'assainissement du secteur bancaire; iv) discipline budgétaire afin de modérer l'endettement public à moyen terme; v) règlement des problèmes de sureffectifs dans le secteur public; vi) poursuite de la libéralisation des marchés (notamment ceux de l'énergie et des télécommunications) afin de promouvoir une croissance tirée par le secteur privé; vii) poursuite de la réforme agricole; viii) accélération de la privatisation; ix) renforcement de la protection sociale pour aider les victimes de la crise.¹⁶

11. En 2002, l'économie a de nouveau rebondi et le taux de croissance du PNB a atteint 7,8 pour cent, soit plus du double de l'objectif initial de 3 pour cent, essentiellement grâce à une très forte croissance de la production industrielle. L'objectif de croissance du PNB pour 2003 est de 5 pour cent.¹⁷ Le régime de taux de change flottant, toujours en vigueur, permet une plus grande souplesse de la politique monétaire dans la lutte contre l'inflation: la politique monétaire doit se fonder dans un premier temps sur des objectifs de base monétaire¹⁸ puis, à terme, une fois dissipées les incertitudes qui entourent la situation intérieure et internationale, sur des objectifs d'inflation officiels.¹⁹ La Banque centrale a fait des progrès dans les préparatifs nécessaires pour adopter un véritable cadre d'objectifs d'inflation le plus tôt possible. Le cadre institutionnel de la politique monétaire a été renforcé par l'approbation de modifications de la Loi sur la Banque centrale, en avril 2001, qui a conféré à la Banque centrale l'autonomie dont elle a besoin pour s'acquitter de sa mission première,

¹⁵ Le taux de chômage global, d'après une enquête sur les ménages, est monté jusqu'à 10,5 pour cent au quatrième trimestre de 2001 (contre 5,5 pour cent au troisième trimestre de 2000) (FMI, 2003).

¹⁶ OCDE (2002).

¹⁷ Entre la première moitié de 2002 et la première moitié de 2003, le taux de croissance réel du PNB a atteint 5,4 pour cent.

¹⁸ La Banque centrale a annoncé un programme à moyen terme de désinflation avec les objectifs suivants: ramener le taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation en fin d'année à 35 pour cent en 2002, 20 pour cent en 2003 et 12 pour cent en 2004. Durant la phase préparatoire, l'expansion de la base monétaire s'est ralentie de façon conforme aux projections relatives à la croissance de la production réelle et au taux d'inflation, et les autorités se sont ménagé la possibilité de modifier les objectifs monétaires au cas où il apparaîtrait que la demande de monnaie serait très différente de ce qui était prévu (FMI, 2002).

¹⁹ Les incertitudes intérieures étaient les résultats de l'élection de novembre 2002, le retard de l'adoption du budget 2003 et la compatibilité entre ce budget et la viabilité de la dette. Les incertitudes internationales étaient pour l'essentiel liées au conflit iraquien, qui avait déjà eu des effets en 2002 (hausse du prix du pétrole). OCDE (2002b).

préserver la stabilité des prix.²⁰ Principalement grâce aux objectifs de restriction de l'expansion de la base monétaire fixés par la Banque centrale, le taux d'inflation est tombé de 68,5 pour cent en 2001 à 29,7 pour cent en 2002, niveau le plus bas enregistré depuis deux décennies et largement inférieur à l'objectif officiel de 35 pour cent (tableau I.1). Pour 2003, l'objectif est de 20 pour cent.²¹

12. Malgré ses récentes crises économiques, la Turquie a bien redressé sa situation budgétaire depuis 1999, alors qu'auparavant le déficit budgétaire était une des principales causes des déséquilibres macro-économiques. Le solde primaire s'est nettement amélioré: le déficit égal à 0,2 pour cent du PNB en 1999 a laissé la place à un excédent égal à 5,5 pour cent du PNB en 2001, ce qui ouvre la voie à la viabilité budgétaire à long terme, pièce maîtresse des programmes de réforme économique. L'essentiel de l'amélioration de la situation budgétaire (environ 4,5 pour cent du PNB) est imputable au secteur public au sens large (hors administrations centrales). Toutefois, en 2002, la Turquie n'a pas pu mener à bien certaines réformes budgétaires importantes, telles que la réforme de la fiscalité directe, la privatisation et la réduction des sureffectifs dans les entreprises publiques, et l'excédent primaire n'a été que de 3,9 pour cent du PNB alors que l'objectif était de 6,5 pour cent. En outre, l'endettement net du secteur public reste élevé (79,4 pour cent du PNB en 2002).²² Pour 2003, l'objectif d'excédent primaire est de nouveau de 6,5 pour cent du PNB.²³

13. Après un déficit de 0,7 pour cent du PNB en 1999 et de 4,9 pour cent du PNB en 2000, le solde des opérations courantes a été excédentaire (2,4 pour cent du PNB) en 2001, ce qui est dû en partie à la dépréciation de 21,1 pour cent de la livre en termes réels. En 2002, du fait du redressement de l'économie turque, le solde est redevenu déficitaire (0,8 pour cent du PNB), ce qui était conforme aux projections du programme. Pour 2003, on s'attend à un déficit des opérations courantes équivalant à 3 pour cent du PNB (7,4 milliards de dollars EU).²⁴

14. L'endettement extérieur, qui est une cause majeure de vulnérabilité de l'économie turque, a augmenté; le montant brut de la dette extérieure totale est passé de 48,7 pour cent du PNB en 1998 à 68,1 pour cent en 2002, après avoir culminé à 80 pour cent en 2001, essentiellement à cause de la forte dépréciation de la livre. De plus, la Turquie a d'importantes obligations envers le FMI qui viennent à échéance à moyen terme, particulièrement en 2005 et 2006, période durant laquelle le total du service de la dette devrait atteindre 18,5 milliards de dollars EU.²⁵ En 2002, toutefois, le

²⁰ Outre les modifications institutionnelles, les préparatifs techniques se poursuivent; par exemple la Banque centrale publie maintenant des rapports sur la politique monétaire, précurseurs d'un futur rapport trimestriel sur l'inflation. FMI (2002).

²¹ Sur la période janvier-août 2003, le taux d'inflation cumulé de l'IPC a été de 11,7 pour cent, alors que sur la période août 2002-août 2003 il avait été de 24,9 pour cent.

²² L'augmentation des dépenses à l'approche des élections de novembre 2002 et le fléchissement des recettes dû à l'espoir que le nouveau gouvernement déciderait une amnistie fiscale expliquent en partie pourquoi l'objectif budgétaire n'a pas été atteint en 2002. En 2003, les remboursements bruts de dette intérieure ont atteint en moyenne 6 milliards de dollars EU par mois (FMI, 2003). D'après les autorités, l'endettement net du secteur public devrait tomber en dessous de 70 pour cent du PNB à la fin de 2003.

²³ Sur la période janvier-mai 2003, l'excédent primaire du secteur public a atteint 9,5 quadrillions de livres turques, ce qui est un peu plus que l'objectif fixé pour cette période.

²⁴ Lettre d'intention de la Turquie au FMI du 25 juillet 2003. Sur la première moitié de 2003, le déficit des opérations courantes a atteint 4 milliards de dollars EU.

²⁵ FMI (2003).

gonflement des flux de capitaux privés et l'accroissement des dépôts des non-résidents auprès de la Banque centrale ont permis de dégager un excédent du compte des opérations en capital plus important que prévu, si bien que la Turquie a pu accumuler plus de 6,1 milliards de dollars EU de réserves, le double de ce qui était projeté. Suite au cinquième réexamen de l'accord de confirmation, fait en août 2003, il a été décidé que la Turquie rembourserait 4,3 milliards de dollars EU en 2004, 7,8 milliards en 2005, 10,7 milliards en 2006 et 1,8 milliard en 2007.

3) RÉSULTATS COMMERCIAUX ET INVESTISSEMENT

i) Commerce des biens et des services

15. La balance commerciale est restée déficitaire depuis le précédent examen (le déficit a culminé à 22,4 milliards de dollars EU), ce qui est dû en grande partie à l'appréciation de 15,9 pour cent de la livre en termes réels l'année durant laquelle a été mis en place le régime de parité glissante. En 2001, le déficit est tombé à 4,5 milliards de dollars EU en raison de la brutale contraction de l'activité économique et de la dépréciation de 21,2 pour cent de la livre en termes réels. En 2002, il a atteint 8,3 milliards de dollars EU, suite au rebond de l'économie, et la livre s'est appréciée de 7,8 pour cent en termes réels.²⁶

16. Le ratio commerce total/PIB est passé de 52,2 pour cent en 1998 à 59,3 pour cent en 2002. En 2001, la Turquie était classée 25^{ème} exportateur mondial de marchandises (si l'on considère les pays de l'UE comme un seul partenaire et si l'on ne tient pas compte du commerce intra-UE)²⁷ et 20^{ème} importateur, alors qu'en 1999 elle se classait respectivement aux 26^{ème} et 19^{ème} rangs.²⁸ En ce qui concerne le commerce des services, en 2001 elle était le 24^{ème} exportateur et le 38^{ème} importateur, ce qui signifie qu'elle a perdu du terrain puisqu'en 1999 elle se classait respectivement aux 19^{ème} et 32^{ème} rangs.

17. Les activités exportatrices sont assez diversifiées. Globalement, depuis 1998, le poids des produits manufacturés a augmenté tandis que celui des produits primaires (principalement produits alimentaires et, dans une moindre mesure, produits minéraux) a diminué (tableau AI.1). Les principaux produits d'exportation sont les machines, les équipements de transport, les textiles, les vêtements, les produits alimentaires et les produits sidérurgiques (graphique I.1). La part des exportations de machines et d'équipements de transport dans le total des exportations est passée de 15,1 pour cent en 1998 à 24 pour cent en 2002 et celle des exportations de fer et d'acier de 6,8 pour cent à 7,8 pour cent; sur la même période, la part des exportations de vêtements est tombée de 26,3 pour cent à 22,5 pour cent.

18. L'UE absorbe plus de la moitié des exportations turques; l'Allemagne reste le principal débouché (16,3 pour cent du total des exportations de marchandises en 2002, contre 20,3 pour cent en 1998). La part des exportations vers les États-Unis a augmenté, passant de 8,3 pour cent du total en 1998 à 9,3 pour cent en 2002, tandis que celle du Moyen-Orient est restée stable, de l'ordre de 9 pour cent (graphique I.2 et tableau AI.2).

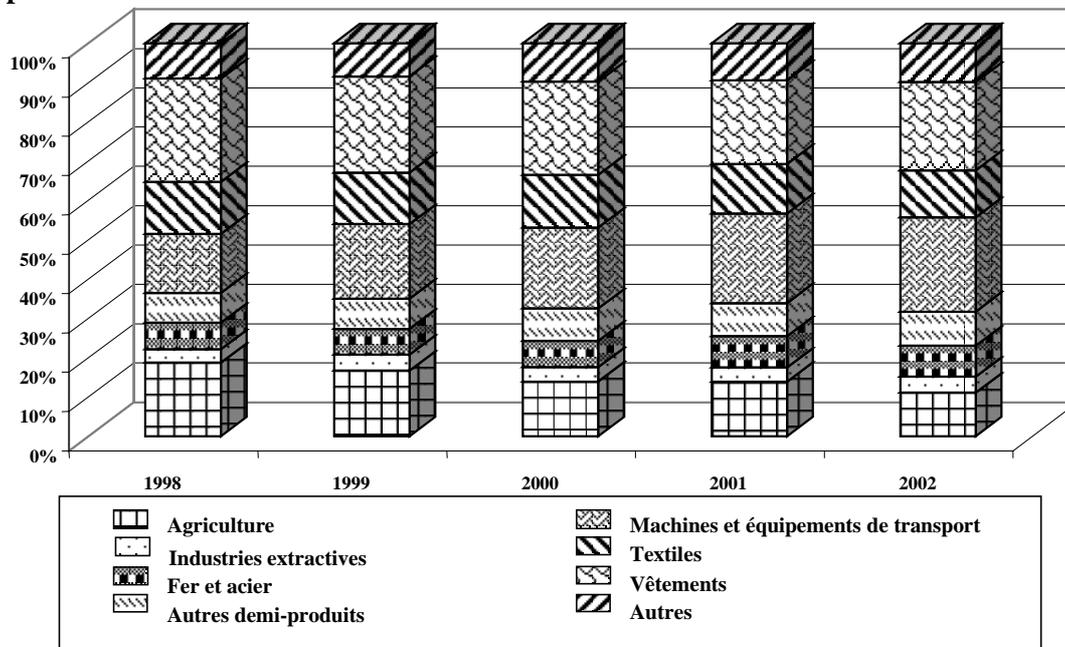
²⁶ Durant la première moitié de 2003, le déficit commercial a atteint 5,5 milliards de dollars EU.

²⁷ OMC (2002).

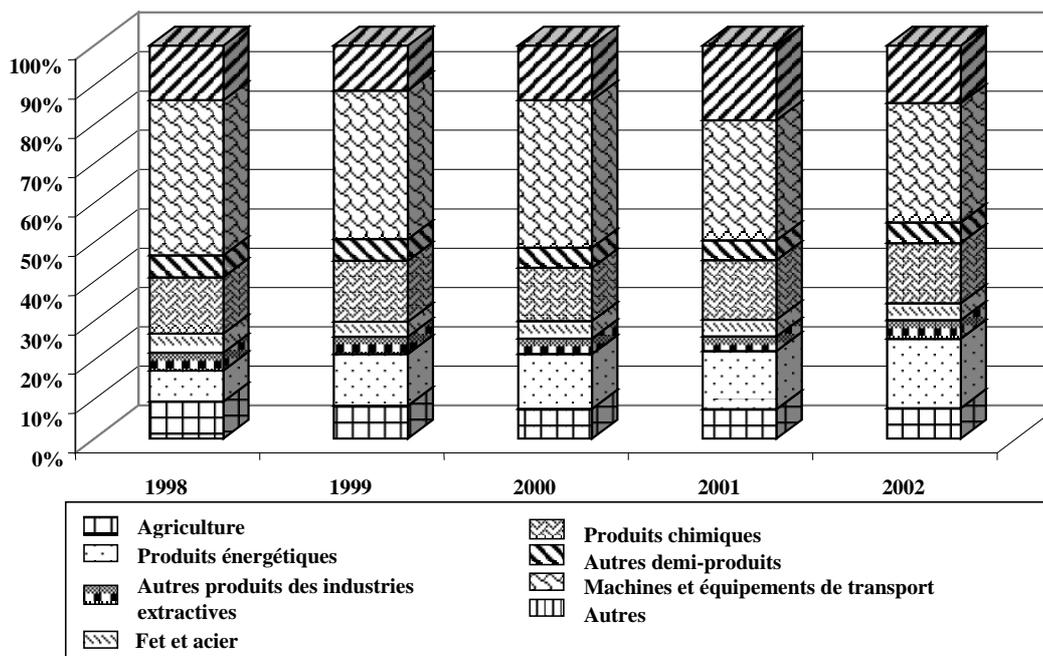
²⁸ OMC (2000).

Graphique I.1
Composition des exportations et des importations de marchandises, 1998-2002

a) Exportations



b) Importations

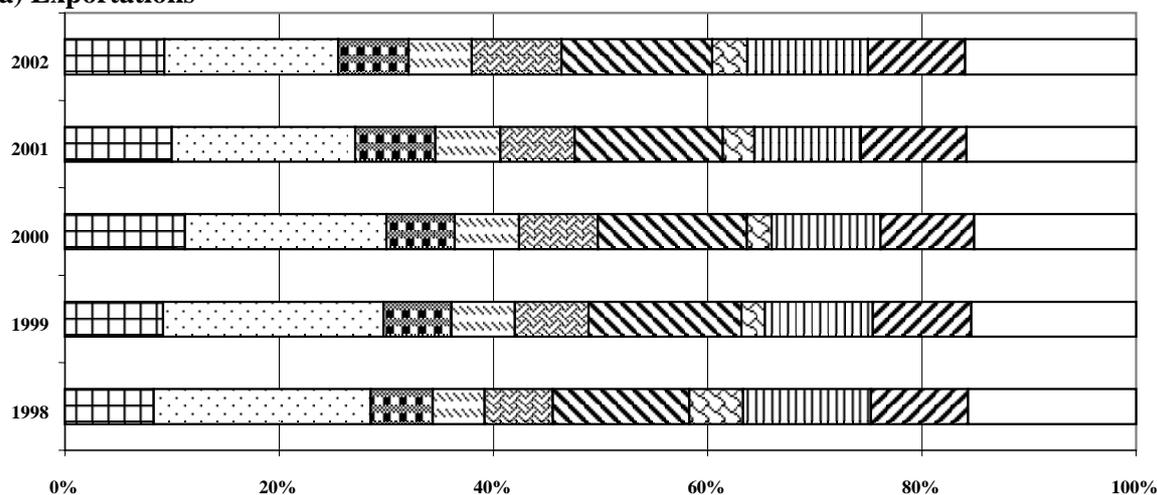


Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après la Division de statistique de l'ONU, base de données Comtrade.

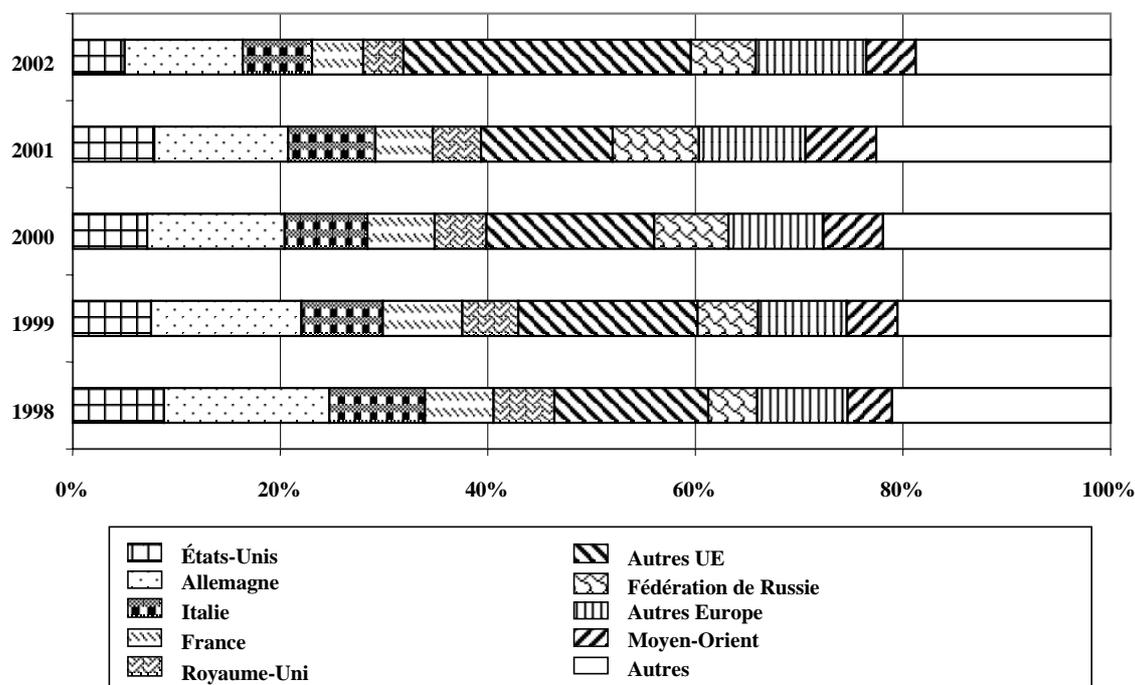
Graphique I.2

Structure géographique du commerce de marchandises, 1998-2002

a) Exportations



b) Importations



Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après la Division de statistique de l'ONU, base de données Comtrade.

19. L'évolution des importations a reflété la situation économique générale du pays. Le total des importations de marchandises, après avoir culminé à 54,5 milliards de dollars EU en 2000, est tombé à 41,4 milliards de dollars EU en 2001 (ce qui est un des niveaux les plus bas enregistrés depuis une décennie) en raison de la récession. En 2002, grâce au rebond de l'activité, il est remonté à 51,2 milliards de dollars EU. Cette année-là, la part des produits manufacturés dans le total des importations de marchandises était de 66,2 pour cent, contre 75,4 pour cent en 1998. Celle des machines et équipements est passée de 39,5 pour cent en 1998 à 30,4 pour cent en 2002; celle des produits chimiques est passée de 14,3 pour cent à 15,4 pour cent et celle des produits énergétiques est passée de 7,9 pour cent à 17,6 pour cent durant la même période, ce qui est dû en partie à la hausse du prix du pétrole (graphique I.1 et tableau AI.3).

20. Le principal fournisseur de la Turquie est l'UE, origine de 45,3 pour cent de ses importations de marchandises en 2002 (contre 52,4 pour cent en 1998). L'Allemagne reste le premier fournisseur, avec une part de 13,7 pour cent des importations totales en 2002 (contre 15,9 pour cent en 1998). La part de la Fédération de Russie est passée de 4,7 pour cent en 1998 à quelque 7,5 pour cent en 2002; durant cette période, la part du Moyen-Orient a aussi augmenté, passant de 4,3 pour cent à 5,8 pour cent (graphique I.2 et tableau AI.4).

21. La Turquie reste exportatrice nette de services, mais son excédent a tendance à diminuer (tableau I.2). Le total des exportations de services est tombé de 23,7 milliards de dollars EU (11,5 pour cent du PNB) en 1998 à 14,8 milliards de dollars EU (8,3 pour cent) en 2002; en 2002, les recettes touristiques ont atteint 8,5 milliards de dollars EU (57,4 pour cent du total des recettes des services), contre 7,2 milliards de dollars EU (30,4 pour cent) en 1998.²⁹ Le total des importations de services a chuté de 10,2 milliards de dollars EU en 1998 à 6,9 milliards de dollars EU en 2002. Les principaux postes déficitaires sont les services de transport et de voyages.

Tableau I.2
Balance des paiements, 1998-2002
(en milliards de dollars EU)

	1998	1999	2000	2001	2002
Balance globale	0,4	5,2	-3,0	-12,9	-0,2
Solde des opérations courantes	2,0	-1,3	-9,8	3,4	-1,5
Balance commerciale	-14,2	-10,4	-22,4	-4,5	-8,3
Exportations	30,7	28,9	30,7	34,4	39,9
Importations	-44,9	-39,3	-53,1	-38,9	-48,2
Services (nets)	13,5	7,5	11,4	9,1	7,9
Services (crédit)	23,7	16,8	20,4	16,0	14,8
Recettes touristiques	7,2	5,2	7,6	8,1	8,5
Services (débit)	-10,2	-9,3	-9,0	-6,9	-6,9
Revenus (nets)	-3,0	-3,6	-4,0	-5,0	-4,5
Crédit	2,5	2,3	2,8	2,8	2,5
Intérêts	1,0	1,0	1,2	1,1	0,8
Débit	-5,5	-5,9	-6,8	-7,8	-7,0
Intérêts	-3,9	-4,5	-4,8	-5,5	-4,4

²⁹ Durant la première moitié de 2003, les exportations de services ont totalisé 6,1 milliards de dollars EU (dont 2,7 milliards pour les recettes touristiques) et les importations de services 3,5 milliards de dollars EU.

	1998	1999	2000	2001	2002
Transferts courants	5,7	5,2	5,2	3,8	3,4
Envois de fonds des travailleurs émigrés	5,4	4,5	4,6	2,8	1,9
Importations avec dérogation	0,2	0,3	0,4	0,8	1,0
Transferts officiels (nets)	0,1	0,4	0,2	0,2	0,5
Compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte financier	-1,3	-0,4	12,6	-1,7	1,6
Investissements directs (nets)	0,6	0,1	0,1	2,8	0,8
Investissements de portefeuille	-6,7	3,4	1,0	-4,5	-0,6
Actif	-1,6	-0,8	-0,6	-0,8	-2,1
Passif	-5,1	4,2	1,6	-3,7	1,5
Titres de dette	-4,6	3,8	1,1	-3,7	1,5
Administrations générales	-4,2	3,7	1,0	-3,6	2,0
Obligations émises à l'étranger (nettes)	-0,3	3,1	6,1	0,1	1,0
Autres investissements	5,0	1,8	11,8	-2,7	7,5
Actif	-1,5	-2,3	-1,9	-0,6	-0,7
Passif	6,5	4,0	13,7	-2,1	8,2
Prêts	3,5	3,0	12,9	0,6	5,3
Autorité monétaire	-0,2	0,5	3,3	10,2	-6,1
Administrations générales	-1,7	-1,9	0,1	-2,0	11,8
Banques	0,9	2,1	4,4	-8,1	-1,0
Autres secteurs	4,5	2,3	5,0	0,4	0,6
Monnaie et dépôts	2,9	0,2	-0,02	-0,8	0,4
Autorité monétaire (comptes en devises auprès de la Banque centrale)	0,6	-0,2	0,6	0,7	1,3
Réserves	-0,2	-5,7	-0,3	2,7	-6,1
Erreurs et omissions nettes	-0,7	1,7	-2,8	-1,7	-0,1

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

ii) Investissements

22. Les attraits considérables que pourrait avoir la Turquie pour les investisseurs étrangers et nationaux restent en grande partie inexploités. Les flux d'IED sont minimes, tant en valeur absolue que par comparaison avec ceux qu'attirent d'autres pays d'Europe de l'Est ou d'Amérique latine.³⁰ Exceptionnellement, ils ont atteint 2,3 pour cent du PIB en 2001 (3,3 milliards de dollars EU, contre 1,7 milliard de dollars EU en 2000), mais cela est imputable pour l'essentiel à une opération ponctuelle, la vente de licences de télécommunications (chapitre IV 5) iii)). En 2002, les flux d'investissement étranger sous forme d'achat d'actions sont tombés à 590 millions de dollars EU, niveau le plus bas enregistré depuis 1988, ce qui est dû avant tout à l'incertitude politique et aux séquelles de la crise de la fin de 2000 et du début de 2001. Le montant total de l'IED entre 1980 et 2002 a été d'environ 14,7 milliards de dollars EU, ce qui est moins que le montant investi par les entreprises étrangères dans certains pays émergents en une seule année.³¹

³⁰ Sur la période 1998-2001, les flux d'IED n'ont représenté que 0,6 pour cent du PIB de la Turquie. À titre de comparaison, le chiffre était de 3,4 pour cent pour la Hongrie, 8,7 pour cent pour la République tchèque et 4,7 pour cent pour le Brésil (OCDE, 2002).

³¹ *Financial Times*, 2 juillet 2003. Durant la première moitié de 2003, les flux d'IED en Turquie ont atteint 242 millions de dollars EU.

23. De façon générale, les investisseurs étrangers directs hésitent à s'engager en Turquie en raison de plusieurs facteurs, notamment l'instabilité de l'économie et la lenteur du programme de privatisation (chapitre III 4 ii)). De plus, d'après une étude faite en 2001 par le Trésor turc et la Banque mondiale, ils considèrent que la réglementation turque est complexe et opaque. Les principaux problèmes qu'ils mentionnent sont les suivants: i) modification fréquente des règles et procédures fiscales et comptables; ii) formalités trop lourdes; et iii) procédures douanières, réglementations et inspections municipales et normes et certification industrielles étouffantes.

24. Les autorités turques ont récemment pris des mesures pour améliorer le climat de l'investissement. En particulier, une nouvelle loi sur l'investissement étranger a été promulguée en juin 2003 afin de rendre le pays plus attrayant pour les investisseurs étrangers (chapitre II 5)). Le Parlement a en outre adopté récemment une loi qui facilite le processus d'établissement d'une société tant pour les étrangers que pour les nationaux. Auparavant, il fallait au minimum 53 jours avant qu'une entreprise ordinaire puisse commencer à opérer en Turquie et les investisseurs devaient obtenir des autorisations de 19 entités. Aujourd'hui, il est possible de créer une société en 24 heures en s'adressant au registre du commerce, et le nombre d'autorisations requises n'est plus que de trois. Outre les incitations à l'investissement existant déjà (chapitres II 5) et III 4 i)), le taux d'imposition des sociétés va être ramené de 44 pour cent à 37 pour cent, et 40 pour cent des fonds investis pourront être déduits du bénéfice imposable.

25. Les industries manufacturières et les services ont absorbé la quasi-totalité des flux d'IED en Turquie depuis 1998; l'IED dans l'agriculture et les industries extractives a été négligeable et même nul certaines années (tableau I.3).³² La part de l'industrie manufacturière dans le total de l'IED est tombée de 58 pour cent (553 millions de dollars EU) en 1998 à 29 pour cent (171 millions de dollars EU) en 2002, tandis que celle des services est passée de 38 pour cent (362 millions de dollars EU) à 71 pour cent (419 millions de dollars EU). L'UE reste de loin le premier investisseur étranger en Turquie, avec une part de 83 pour cent du total des flux d'IED en 2002 (contre 58 pour cent en 1998). Les autres pays qui investissent en Turquie sont quelques pays de l'OCDE, en particulier les États-Unis, et du Moyen-Orient.

Tableau I.3
Investissement étranger direct en Turquie^a, 1998-2002
(en millions de dollars EU)

	1998	1999	2000	2001	2002
Total	953	813	1 707	3 288	590
<i>Ventilation sectorielle</i>					
Agriculture	0	0	9	0	0
Industries extractives	38	13	2	3	0
Industries manufacturières	553	353	953	672	171
Services	362	447	743	2 613	419
<i>Ventilation par provenance</i>					
UE	553	377	1 093	2 732	490
Autres OCDE	391	276	426	555	93
Moyen-Orient	3	155	171	0	0
Autres	6	5	17	1	7

a Investissement direct des non-résidents.

Source: Renseignements communiqués par les autorités turques.

³² Entre 1998 et 2002, le total de l'IED dans l'agriculture a été de 9 millions de dollars EU et le total de l'IED dans les industries extractives de 56 millions de dollars EU.

26. Le nombre total de certificats d'incitation délivrés est tombé de 4 291 en 1998 (montant total des investissements projetés: 4 495 mille milliards de livres turques) à 3 002 en 2002 (15 230 mille milliards de livres turques); le nombre total d'emplois qu'il était prévu de créer dans le cadre de ces investissements est tombé de 285 790 à 142 806.³³ Le total des investissements réalisés et bénéficiant de certificats d'incitation est passé de 861 000 milliards de livres turques en 1998 à 1 928 mille milliards de livres turques en 2002, tandis que le nombre total d'emplois créés est tombé de 69 224 à 26 524 sur la même période. Les investissements dans les régions les plus pauvres (régions prioritaires, qui se trouvent principalement dans l'est, le centre et le sud-est de l'Anatolie) ont atteint 1 152 milliards de livres turques (7,3 pour cent des certificats délivrés entre 1998 et 2002).

4) PERSPECTIVES

27. L'ampleur des réformes économiques que la Turquie doit mettre en œuvre est à la mesure des problèmes. Le programme en cours, appuyé par le FMI, doit prendre fin à la fin de 2004. Il comporte un objectif d'environ 6,5 pour cent du PNB pour l'excédent primaire du secteur public, dans le but de réduire l'endettement public qui est considérable. Il prévoit de réduire le taux d'inflation à moins de 10 pour cent à moyen terme et d'introduire un plafond d'inflation officiel. Les principales réformes structurelles visent à réduire le poids du secteur public, à poursuivre l'assainissement du secteur financier et à promouvoir l'entreprise privée. En 2004, les banques d'État, la Société sucrière, les télécommunications (Turk Telecom), le monopole d'État des boissons alcooliques, des actifs importants du secteur de l'énergie et les raffineries de pétrole appartenant à l'État doivent être privatisés. On espère que la privatisation et la nouvelle loi sur l'investissement étranger entraîneront un accroissement des flux d'IED correspondant au potentiel qu'offre le pays.

28. La stratégie à long terme de la Turquie, pour la période 2001-2023, consiste à promouvoir une structure de production axée sur l'exportation et à moderniser les technologies, en privilégiant les produits manufacturés et les services à forte valeur ajoutée. La contribution de l'industrie manufacturière et des services au PNB devrait progressivement augmenter jusqu'à atteindre 30 pour cent et 65 pour cent respectivement en 2023. *A contrario*, celle de l'agriculture devrait tomber à 5 pour cent.³⁴

29. À long terme, les autorités se sont fixé pour objectif de porter le ratio investissement total/PNB d'environ 22 pour cent en 2000 à quelque 27 pour cent en 2023, la part du secteur public dans l'investissement total devant tomber de 30 pour cent à 10 pour cent dans le même temps. Sur la même période, l'investissement public devrait s'intensifier dans l'éducation, la santé et la R&D, tandis que l'investissement dans l'énergie, les transports et les communications devrait rester au niveau actuel jusqu'en 2010 puis diminuer progressivement.

30. Dans le cadre de cette stratégie à long terme, les autorités ont élaboré le huitième plan de développement quinquennal (2001-2005) qui prévoit que la part de l'agriculture dans le PNB continuera de diminuer tandis que celles de l'industrie manufacturière et des services augmenteront. L'investissement total devrait progresser de 6,7 pour cent par an en moyenne sur cette période.

³³ Les montants indiqués correspondent au montant total des investissements fixes prévus pour l'intégralité des projets correspondants.

³⁴ Sous-Secrétariat de l'Office national de planification (2001).